



mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques

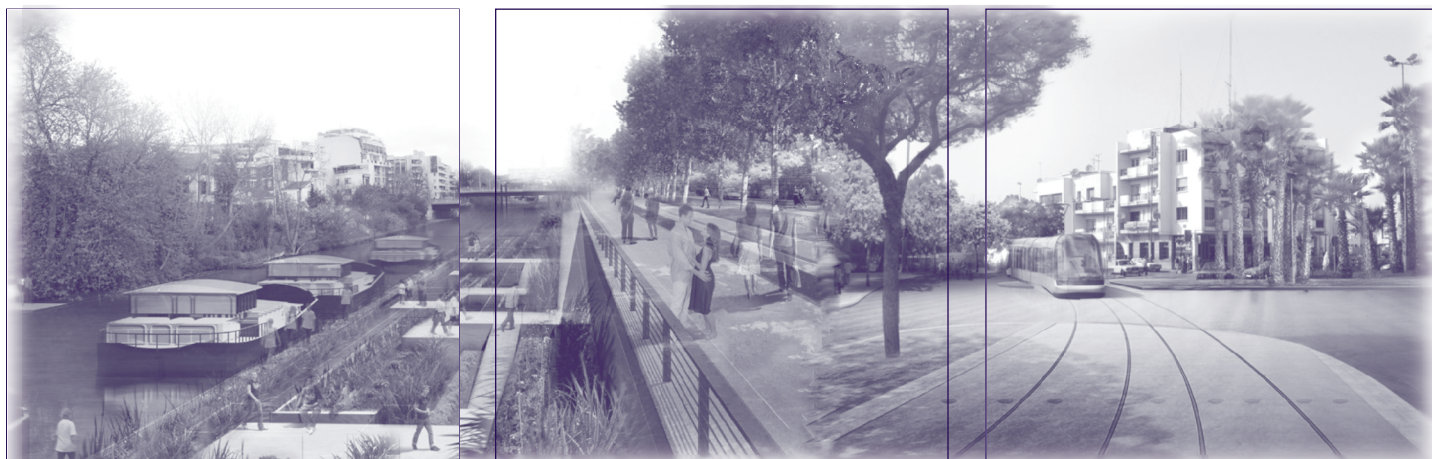
La qualité s'invente et se partage

Préserver

Observer

Guider

Rapport d'Activité 2009



Directeur de la Publication : Christian ROMON
Réalisation : Thomas VELOSO
Coordination : Franck VERCRUYSSÉ

N° ISSN : 1770 - 9466

Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques

Grande Arche - Paroi Nord

92055 La Défense Cedex

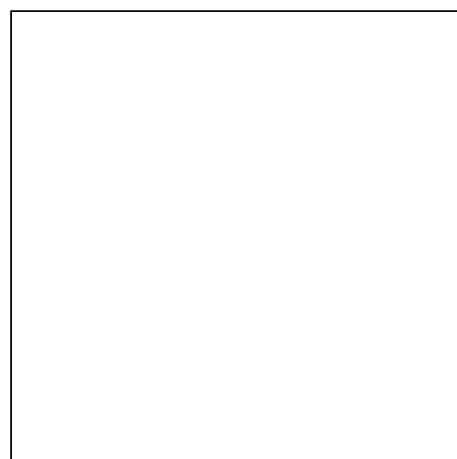
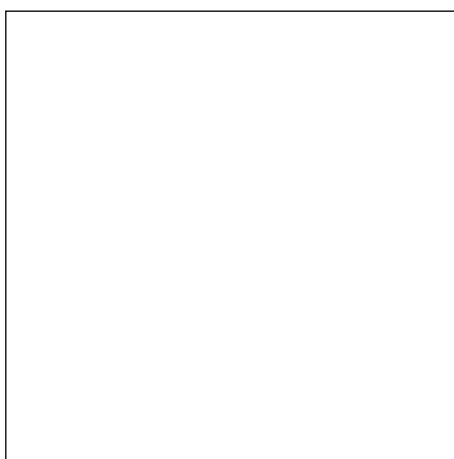
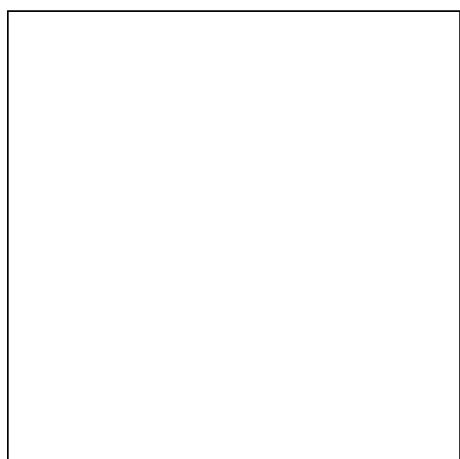
Téléphone : 01 40 81 23 30 - Télécopie : 01 40 81 23 78

www.miqcp.gouv.fr



*mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques*

Rapport d'Activité 2009





SOMMAIRE

■	EDITORIAL	5
■ I.	ACTION INTERMINISTÉRIELLE.....	7
	Groupes de travail ministériels	8
■ II.	ÉTUDES ET RECHERCHES.....	13
	Modèle de contrat de maîtrise d'œuvre pour l'infrastructure.....	14
	Montages publics-privés.....	14
	Recommandations pour un bon usage du processus de conception-réalisation.....	15
	Constructions publiques : architecture et développement durable.....	15
	Prestations et primes en concours de maîtrise d'œuvre.....	15
	Conseils et recommandations : les fiches " Médiations "	16
■ III.	MISSIONS AUPRÈS DU PUBLIC.....	17
	CONSEIL ET L'ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE	18
	LA FORMATION ET SENSIBILISATION.....	30
	INFORMATION	36
■ IV.	L' ÉQUIPE	40





François KOSCIUSKO-MORIZET
Président

2009, recomposition et nouveaux repères

La MIQCP se recompose autour d'une équipe qui se renouvelle progressivement. Jean-Marie Galibourg, Architecte Urbaniste en Chef de l'Etat et Secrétaire Général Adjoint, a pris sa retraite au printemps 2009. C'est Sylvie Chambre déjà membre de la mission qui lui succède. Véronique Le Bouteiller, Architecte Urbaniste en Chef de l'Etat, a intégré l'équipe en qualité de chargée de mission auprès du Secrétaire général. Hélène Villemant, juriste a, elle aussi, intégré la MIQCP, succédant ainsi à Anaïs Guervilly. Pour le secrétariat, Barbara Burnot a bénéficié d'une mutation à l'automne. Elle a été remplacée en toute fin d'année par Bachira Khenfri.

En 2009, la MIQCP a aussi rejoint ses nouveaux quartiers. Tout en restant dans l'Arche, elle est passée de la paroi sud à la paroi nord.

Sans changer pour autant de point de vue; en cherchant tout au plus à examiner l'actualité du construit et de la ville sous des approches nouvelles, sous tous les angles possibles, elle prospecte les nouvelles formes de partenariats et explore le champ enthousiasmant de l'aménagement durable.

La continuité dans le changement

La participation de la MIQCP dans les groupes de travail interministériels s'est activement poursuivie et contribue à asseoir ses compétences et sa crédibilité.

Auprès du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM), nous nous sommes fortement impliqués dans les travaux du groupe réuni autour du Contrat de Performance Energétique, notamment pour obtenir une clarification de la place de la maîtrise d'œuvre dans le processus afin de garantir l'amélioration de l'ensemble des performances des bâtiments réhabilités.

Au côté du MEEDDM encore, nous avons rejoint le groupe de travail AFNOR pour traiter de questions d'harmonisation de la terminologie des activités de conseil en ingénierie.

En partenariat avec le Commissariat général au développement durable (CGDD) la MIQCP a procédé à la relecture du nouveau CCAG prestations intellectuelles, afin de mieux cerner les spécificités propres aux contrats de maîtrise d'œuvre. La MIQCP a ainsi coanimé avec le CGDD un groupe de travail associant maîtres d'ouvrage et professionnels de la maîtrise d'œuvre en vue de la réécriture de clauses appropriées.

Nous avons pris part à différents travaux de la Direction de l'Architecture et du Patrimoine du Ministère de la Culture dont notamment les conséquences de l'ouverture à la concurrence de la maîtrise d'œuvre des travaux conduits sur les monuments historiques.

Enfin, ce sont les ministères MEEDDM et Culture qui à leur tour, nous ont rejoint pour nous aider à avancer sur le thème du Contrat de Performance Energétique, dans un groupe de réflexion réuni à notre initiative mais en réponse à une attente des acteurs de la maîtrise d'œuvre. La participation pleine et entière des organisations professionnelles et syndicales de la maîtrise d'œuvre aura été fructueuse. Elle aura notamment permis de finaliser la rédaction d'un « Médiations » n°20 consacré à la réhabilitation et l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments. Nous nous sommes accordés sur l'intérêt de procéder à une démarche amont de type programmatique, le diagnostic stratégique de patrimoine, comme préalable souhaitable à tout

engagement d'opérations d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, cette étape de bilan et d'arbitrage étant fortement recommandée pour hiérarchiser les priorités d'intervention et optimiser les résultats attendus en terme d'amélioration de l'efficacité énergétique du bâti.

Le changement dans la continuité

Sans rompre avec la tradition, la Mission continue de produire des études et autres fiches « Médiations », susceptibles d'apporter des éclairages pour les différents maîtres d'ouvrages comme pour la maîtrise d'œuvre. Seuls les thèmes et les postures varient.

Ainsi la mise à jour du guide relatif aux prestations et primes en concours de maîtrise d'œuvre a été mise en chantier ; un « Médiations » 19 exposant les évolutions récentes des règles de la commande publique est paru, et un « médiations » 20 sur l'efficacité énergétique a clos en fin d'année les travaux du groupe de travail évoqué plus haut.

Et pour en terminer sur le chapitre du changement, la grande nouveauté fut qu'en 2009, la MIQCP a été présente pour la première fois au salon des maires qui s'est tenu à la porte de Versailles. La rencontre avec les élus maîtres d'ouvrages ne nous a pas seulement permis de mieux nous faire connaître des collectivités qui ont pu apprécier nos publications, mais elle a été fort instructive en échanges et en questions, tant les préoccupations des maîtres d'ouvrages sont nombreuses et centrales. L'expérience très fructueuse sera vraisemblablement renouvelée.

Plus que jamais la recherche de qualité demeure au centre de nos préoccupations, tant, dans ces périodes d'argent rare, l'analyse de la valeur devient une qualité essentielle de la démarche de projet dont les ressorts peuvent être multiples. Au bout de la logique de l'économie, il n'y a pas forcément restriction des caractéristiques techniques et architecturales des projets. On doit s'interroger sur l'investissement à consentir en méthode de sélection des projets et en organisation des opérations, pour ne pas hypothéquer successivement les budgets en bavardage architectural, en déhanchement superficiel, mais aussi en non décisions susceptibles de reprises préjudiciables et de retards dispendieux.

François KOSCIUSKO-MORIZET

Président de la MIQCP

Maire de Sèvres

Vice-Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine



I

ACTION INTERMINISTÉRIELLE

La présence de la MIOCP dans les instances et les groupes de travail interministériels lui permet d'apporter les enseignements tirés de son contact quotidien avec les praticiens de la commande publique aux évolutions envisagées. Elle peut ainsi proposer les mesures susceptibles de favoriser la qualité des constructions publiques.

Groupes de travail ministériels

L'année 2009 a été marquée par l'implication de la MIOCP dans les réflexions interministérielles concernant la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, tout particulièrement en ce qui concerne la réhabilitation à mener sur le patrimoine bâti pour améliorer son efficacité énergétique. La Mission s'est également investie pour adapter le CCAG « Prestations Intellectuelles » nouvellement sorti, aux spécificités de la maîtrise d'œuvre dans le domaine de la construction.

Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM)

Commissariat Général au Développement Durable (CGDD)

Participation au groupe de travail « Contrat de Performance Energétique » (CPE)

Le travail entrepris en 2008 au sein du groupe chargé de rédiger des clauses types d'un « contrat de performance énergétique » (CPE) dans le bâtiment en application des recommandations du Grenelle de l'Environnement, s'est poursuivi à raison d'une réunion par mois jusqu'à la fin de l'été 2009. Les projets de modèles de contrats, ont ensuite été adressés par le MEEDDM aux professionnels ainsi qu'aux collectivités locales pour observation. Devant les difficultés apparues, concernant notamment le rôle et le positionnement de la maîtrise d'œuvre, les travaux ont été réorientés : un groupe plus restreint, auquel la MIOCP n'a pas été conviée, a été chargé d'élaborer un guide méthodologique du CPE plutôt que des projets de contrat.

Cahier des clauses administratives générales – Prestations intellectuelles (CCAG-PI)

Suite à la sortie du nouveau CCAG-PI par arrêté du 16 septembre 2009 applicable à l'ensemble des prestations intellectuelles, y compris à la maîtrise d'œuvre, le CGDD et la MIOCP ont initié un groupe de travail composé de professionnels de la maîtrise d'œuvre et de maîtres d'ouvrage pour réfléchir aux adaptations qu'il conviendrait de faire pour améliorer la commande de maîtrise d'œuvre qui constitue un enjeu important pour la réalisation d'équipements publics durables de qualité au service de nos concitoyens.

Le groupe de travail, anticipant la sortie du texte, s'est réuni dès mars 2009 et a tenu huit réunions durant l'année 2009. Ce travail sera achevé début 2010 et sera ensuite rapidement mis à la disposition des maîtres d'ouvrage publics.

Il comportera en particulier une nouvelle rédaction sur les clauses de propriété intellectuelle ainsi que des développements sur les assurances à souscrire.

Dans tous les cas, il s'agit de propositions d'adaptations qui peuvent être introduites à la diligence des maîtres d'ouvrage dans les marchés de maîtrise d'œuvre, soit par voie de dérogations et d'ajouts au nouveau CCAG PI, soit en recourant à un cahier des clauses administratives en substitution et en équivalence d'un CCAG PI, en tout état de cause, complété par un CCAP approprié à l'opération et au marché à passer.

Groupe de travail AFNOR

Sur sollicitation du MEEDDM, la MIOCP s'est impliquée dans les travaux du groupe de travail français constitué au sein de l'AFNOR relatif à la « Normalisation de la terminologie des sociétés de conseil en ingénierie pour les bâtiments, les infrastructures et les unités industrielles ».

L'objectif de ce groupe de travail est de contribuer à développer un glossaire de mots-clés relatifs aux étapes fonctionnelles d'un projet relevant des services d'ingénierie, dans les domaines de la construction de bâtiments et d'infrastructures.

Ce groupe de travail contribue à un travail de normalisation de la terminologie relatives aux missions d'ingénierie, mené au niveau européen. L'enjeu de ces groupes de travail est de parvenir à une équivalence des vocabulaires employés lors des projets de construction impliquant des équipes d'ingénierie et d'architecture, afin de faciliter la circulation des services d'ingénierie sur le marché européen.

Participation aux travaux du groupe d'experts PRAM

La MIQCP continue à apporter son concours à la mise à jour du Progiciel de Rédaction Automatisé des Marchés (PRAM).

Après s'être consacré à l'examen des nouveaux CCAG, le groupe a commencé à effectuer les modifications et adaptations nécessaires pour prendre en compte ces nouveaux documents dans le progiciel de rédaction automatisé des marchés en procédant par ordre de publication des CCAG (fournitures puis travaux).

Conseil Général à l'Environnement et au Développement Durable (CGEDD)

Participation au Collège Maîtrise d'ouvrage des projets

Ce collège réactivé par le CGEDD est l'occasion de procéder à des échanges d'expérience entre grands maîtres d'ouvrages publics, notamment dans l'objectif de mieux affirmer la professionnalisation de cette fonction.

Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

Direction de l'Architecture et du Patrimoine

Maîtrise d'œuvre sur les monuments historiques

L'ordonnance n° 2005-1128 du 8 septembre 2005 qui modifie le livre VI du code du patrimoine, fait évoluer les règles relatives à la surveillance des opérations sur le patrimoine protégé telles qu'elles étaient définies par la loi du 31 décembre 1913. Elle institue un véritable contrôle scientifique et technique de l'État sur la totalité des monuments historiques classés ou inscrits quel que soit leur propriétaire afin de veiller à la conservation et à l'intégrité du patrimoine protégé qu'ils constituent et qui est considéré comme le bien commun de la Nation. Cette ordonnance renvoie à un certain nombre de décrets d'application pour atteindre l'objectif fixé dans le respect des principes du droit européen de libre circulation des services et de libre concurrence.

L'ordonnance précitée est aujourd'hui complétée par quatre décrets :

- le décret n°2007-1405 du 28 septembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques ;

- le décret n°2009-748 du 22 juin 2009 relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage des services de l'État chargés des monuments historiques ;
- le décret n°2009-749 du 22 juin 2009 relatif à la maîtrise d'œuvre sur les immeubles classés au titre des monuments historiques ;
- le décret n°2009-750 du 22 juin 2009 relatif au contrôle scientifique et technique des services de l'État sur la conservation des monuments historiques classés ou inscrits.

Ces différents textes aujourd'hui en vigueur doivent être appliqués par les maîtres d'ouvrage privés ou publics qui réalisent des travaux sur monuments historiques.

Trois circulaires du ministère de la culture et de la communication précisent les modalités d'application de ces textes :

- la circulaire NOR MCCB0928984 du 1er décembre 2009, relative à l'assistance à maîtrise d'ouvrage des services de l'État chargés des monuments historiques;
- la circulaire NOR MCCB0928988 du 1er décembre 2009 relative à la maîtrise d'œuvre des travaux sur les monuments historiques classés et inscrits ;
- la circulaire NOR MCCB0928985 du 1er décembre 2009 relative au contrôle scientifique et technique des services de l'État sur la conservation des monuments historiques classés ou inscrits.

Après avoir apporté sa contribution dans l'élaboration des décrets de juin 2009, la MIQCP a poursuivi son aide auprès de la sous-direction des monuments historiques pour la rédaction des circulaires du 1er décembre 2009.

Par ailleurs (voir plus loin), la MIQCP a rédigé une fiche Médiations n°21 qui traite de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre des opérations menées par les collectivités territoriales sur leurs monuments historiques.

La mission « Diagnostic » : définition et normalisation

Les politiques de relance économique et de réhabilitation des patrimoines bâtis de l'Etat et des collectivités imposent une homogénéisation et une bonne compréhension du contenu des missions à confier aux divers prestataires recherchés : d'où l'initiative prise par la Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA) pour faire valider dans un premier temps, par les professionnels le contenu de la mission de maîtrise d'œuvre « Diagnostic », définie dans les décrets et arrêté d'application de la loi MOP, et la compléter par une mission de diagnostic patrimonial; puis de la faire reconnaître au niveau européen sous forme de norme. Dans cet objectif, l'AFNOR a été appelée pour piloter un groupe de travail, réuni trois fois depuis le mois de mai, auquel la MIQCP a participé activement en apportant les travaux antérieurement conduits sur ce thème.

Nouveaux Albums des Jeunes Architectes et Paysagistes

La MIQCP est membre du Cercle de parrainage des NAJAP qui a accueilli les lauréats de la session 2009, au mois de juillet.

Direction des Musées de France

Architectes-conseils de la Direction des Musées de France

La rencontre, devenue traditionnelle, d'information et d'échanges avec les architectes-conseils de la direction des Musées de France a été organisée le 21 octobre 2009 : parmi les sujets à l'ordre du jour, la pertinence de l'emploi de la procédure de conception-réalisation appliquée à un musée, les modalités de mise en œuvre des accords-cadres pour des opérations de longue durée, type musée dans des monuments historiques, où le phasage est nécessaire pour des raisons budgétaires...

Groupes de travail interministériels animés par la MIQCP

Groupe de travail Maîtrise d'œuvre et CPE

Prenant acte de la non représentation des professionnels de la maîtrise d'œuvre dans le groupe de travail CPE animé par le CGDD (voir supra), la MIQCP a pris l'initiative d'animer un groupe de travail associant tous les acteurs de la maîtrise d'œuvre de mars à décembre 2009.

Ont participé à ce groupe des architectes, ingénieurs, économistes et juristes émanant du secteur privé, d'organisations professionnelles ou syndicales (Ordre des architectes, UNSFA, CICF, SYNTEC, UNTEC, ...) et de l'Administration (CGDD, DHUP, DAPA, MIQCP).

Avec la superposition d'exigence de diagnostics réglementaires et notamment du DPE, la maîtrise d'œuvre a souhaité attirer l'attention des pouvoirs publics sur le risque de manque de professionnalisme dans la réalisation des diagnostics, avec des coûts qui s'additionnent, pour des interventions sur les bâtiments, au coup par coup et sans cohérence dans le temps.

L'engagement sur les résultats d'économie des consommations énergétiques qui constitue le cœur du contrat CPE pose la question de l'articulation des acteurs entre d'un côté la conception qui ne peut se porter garante des futures conditions d'exploitation et d'usage, l'exécution des travaux dont la qualité conditionne également la bonne atteinte des résultats prévus et enfin les conditions d'exploitation où les systèmes mis en œuvre doivent permettre un véritable pilotage des installations par les équipes d'exploitation ainsi qu'un contrôle de l'usage du bâtiment par les utilisateurs ou les occupants.

Ce travail s'est conclu par la production du « Médiations » n°20 intitulé « Réhabilitation et amélioration de l'efficacité énergétique : diagnostic stratégique de patrimoine et montages d'opérations » (voir plus loin).

Groupe de travail CCA Maîtrise d'œuvre

Comme il a été dit plus haut sous la rubrique CGDD, la MIQCP a coanimé avec le CGDD un groupe de travail associant les ministères concernés (MEEDDM, MCC) ainsi que les professionnels de la maîtrise d'œuvre et quelques maîtres d'ouvrage afin de rédiger un cahier des clauses administratives (CCA) adapté aux spécificités de la maîtrise d'œuvre dans le domaine de la construction. Les fonctions de secrétariat et de rapporteur des travaux ont été assurées par la MIQCP.



II

ÉTUDES ET RECHERCHES

*Les méthodes proposées
ou les recommandations de la MIQCP
se doivent d'être en parfaite adéquation avec le
besoin du terrain. Pour nourrir son propos,
la Mission enquête sur les pratiques
quotidiennes des acteurs de la commande.
Elle organise des groupes informels
de discussion où les professionnels mettent
en perspective leur connaissance du système
français, dans ses points forts et ses points
faibles, afin d'en anticiper, si nécessaire,
les ajustements.*

Modèle de contrat de maîtrise d'œuvre pour l'infrastructure

L'objectif de sensibilisation en faveur de la qualité, au regard du nombre et de la disparité des collectivités susceptibles de commander un ouvrage de bâtiment ou une infrastructure publique, passe par la communication. C'est ainsi que la Mission Interministérielle publie régulièrement plusieurs catégories d'ouvrages : une série de guides à caractère technique, des fiches, généralement à caractère juridique, dites fiches « Médiations », ainsi que des outils pratiques d'aide à la rédaction. Ces ouvrages, habituellement diffusés sous forme « papier », sont de plus en plus téléchargés à partir du site Internet de la Mission.

Le groupe de travail piloté par l'ordre des architectes et rassemblant les principaux partenaires de la maîtrise d'œuvre et la MIOCP, a finalisé en 2007 deux modèles de marché public de maîtrise d'œuvre pour des opérations de réhabilitation de bâtiments : l'un relatif à la mission "diagnostic", l'autre relatif à la "mission de base". Ces documents sont disponibles sur le site Internet de la MIOCP à la rubrique "Publications/Documents pratiques".

En 2008, CICF Infra a eu l'initiative de créer un groupe de travail en vue de la rédaction d'un contrat guide pour les marchés de maîtrise d'œuvre dans le domaine des infrastructures. La MIOCP participe activement aux travaux de ce groupe qui rassemble les principaux partenaires de la maîtrise d'œuvre. Les 5 réunions qui se sont tenues en 2009 ont permis de traiter l'acte d'engagement et le CCAP.

La Mission a rédigé, en 1994, un ouvrage de recommandations à destination des maîtres d'ouvrage publics et proposant une démarche d'études de programmation. Cet ouvrage « Programmation des constructions publiques » a été actualisé en 2001 et est disponible aux Editions du Moniteur.

Toujours aussi convaincue de l'importance de cette étape, pour l'obtention d'un équipement de qualité, la MIOCP a décidé de rédiger un guide de sensibilisation sur le sujet. Pour ce faire, elle a demandé à deux programmistes de l'assister dans la réalisation de celui-ci.

Afin qu'elle réponde pleinement aux attentes des maîtres d'ouvrage, la rédaction du guide a été précédée d'interviews de maîtres d'ouvrage, assistants à maîtrise d'ouvrage et professionnels concernés.

Ce guide dont la rédaction a été finalisée fin 2007, a été édité au cours du premier semestre 2008.

Montages publics-privés

L'étude, menée en collaboration avec un juriste privé, sur les montages contractuels complexes (bâtiments publics et partenariat privé) s'est prolongé au delà du calendrier initialement prévu, pour tenir compte de l'évolution réglementaire qui tend à se stabiliser au cours du premier semestre.

Ce décalage a été mis à profit pour mener quelques enquêtes auprès des maîtres d'ouvrage ayant expérimenté ces nouveaux montages publics-privés, au moins dans l'aboutissement des consultations jusqu'à la signature des contrats, puis dans les premières années de gestion. Le point de vue des maîtres d'œuvre complète autant que possible ces premiers retours.

Un panel d'opérations a été identifié, réunissant opérations d'Etat (Défense, Culture, Enseignement supérieur, Affaires Etrangères, Justice,...) et des collectivités territoriales (Perpignan,...), pour des opérations en construction neuve, ou en réhabilitation-extension,

Recommandations pour un bon usage du processus de conception- réalisation

touchant à des domaines diversifiés tels que la culture, l'enseignement, le social-hospitalier, la sécurité,...

Le travail entrepris par la MIQCP a pour but de présenter les caractéristiques des principaux montages public-privé existants applicables aux constructions publiques et d'analyser les enjeux qui s'y attachent pour la personne publique initiatrice.

La question spécifique de la conception et de la maîtrise d'œuvre dans l'établissement de ces contrats globaux y sera particulièrement analysée. La première ambition du propos est de donner des repères et de décrire les points de vigilance pour la personne publique.

Compte tenu du développement de ce processus et du caractère global du marché à passer avec un groupement concepteur-entrepreneur, impliquant un positionnement différent des principaux acteurs, la MIQCP a en 2006 rédigé et mis en ligne sur son site internet un guide de recommandations sur ce thème.

Ce guide a vocation à permettre à la maîtrise d'ouvrage qui retiendrait ce processus, d'en maîtriser tous les aspects spécifiques et ainsi, d'en faire le meilleur usage au service de la qualité des équipements publics.

L'évolution des textes en la matière a conduit la Mission en 2009 à reprendre la rédaction de ce guide. Cette version actualisée fera l'objet d'une édition papier en 2010.

Constructions publiques : architecture et développement durable

Avec l'apport de trois prestataires extérieurs et sur la base de réflexions internes à la MIQCP et de la réunion des architectes consultants sur ce thème en février, l'année 2009 a vu le démarrage d'un travail sur l'actualisation et le développement des guides « Architecture et HQE » et « Ouvrages publics et coût global ». Dans une approche plus large que la HQE, il s'agit d'intégrer notamment la question du temps, des usages et de la création architecturale dans un territoire chaque fois spécifique. Un guide devrait être publié à l'automne 2010.

Ce travail questionne également les métiers, et en particulier pour la MIQCP ceux de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre.

Prestations et primes en concours de maîtrise d'œuvre

Réclamée par de nombreux maîtres d'ouvrage, l'actualisation de la brochure « Constructions publiques – le prix des concours », dont la dernière réédition date de 2000, a été engagée. Elle est enrichie par une proposition de démarche alternative pour estimer le montant des primes fondée sur une prise en compte des compétences à mobiliser et des temps à passer, par des illustrations et par des exemples de procédures adaptées avec remise de prestation. Cette actualisation prendra la forme d'un guide « Prestations et primes en concours de maîtrise d'œuvre » à publier en 2010.

Conseils et recommandations: les fiches "Médiations"

Médiations 19 : Quelles évolutions des règles de la commande pour les constructions publiques?

Les règles de la commande publique ont connu des évolutions en décembre 2008 (cf rapport d'activité 2008) aux termes de trois décrets qui ont eu pour objet soit de modifier le code des marchés publics soit de compléter les décrets d'application de l'ordonnance du 6 juin 2005 pour les maîtres d'ouvrage non soumis au code.

Les évolutions ont, en particulier, porté sur la procédure du concours de maîtrise d'œuvre et sur la procédure de conception-réalisation. Il s'est notamment agi d'intégrer dans les décrets d'application de l'ordonnance les dispositions des deux décrets du 29 novembre 1993 d'application de la loi MOP en les rendant totalement conformes au droit européen.

Ainsi a-t-on pu abroger les décrets d'application de la loi MOP en tant que tels, relatifs au concours et à la conception-réalisation.

La MIQCP a voulu porter à la connaissance et expliciter aux maîtres d'ouvrage les modifications intervenues en rédigeant une fiche Médiations n°19. Ce document comporte en particulier des tableaux de synthèse des procédures applicables à l'ensemble des maîtres d'ouvrage. Il faut souligner qu'ils doivent d'ores et déjà être actualisés, notamment du fait des nouveaux seuils applicables au 1er janvier 2010 et du fait de nouvelles modifications intervenues en 2009.

Médiations 20 : réhabilitation et amélioration de l'efficacité énergétique : diagnostic stratégique de patrimoine et montages d'opération

Dans la perspective des importants travaux à entreprendre pour la réhabilitation de nombreux bâtiments publics, ce « médiations » précise la réflexion sur les processus et le jeu d'acteurs déjà engagée dans le « médiations17 » sur « la maîtrise d'œuvre des opérations de réhabilitation ». L'importance du diagnostic global en amont de toute intervention est ici particulièrement soulignée. La démarche ne se veut ni normative, ni prescriptive, et ne se substitue pas aux différents diagnostics réglementaires obligatoires, mais toujours partiels. S'y ajoute une description des montages possibles ouverts au maître d'ouvrage pour la mise en œuvre des actions arrêtées dans son plan stratégique, y compris dans la recherche éventuelle d'un engagement des prestataires sur des performances mesurables à atteindre (énergétiques notamment).

Médiations 21 : Maîtrise d'ouvrage publique et opération de travaux sur monument historique

Dans le cadre de sa mission de conseil et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage publique, la MIQCP s'est proposée de faire connaître aux maîtres d'ouvrages publics, notamment aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics, les principales démarches qu'ils doivent satisfaire et les dispositions qu'ils doivent aujourd'hui mettre en œuvre lorsqu'ils réalisent des travaux sur leur patrimoine « monuments historiques », en particulier lorsqu'il y a lieu de faire appel à une maîtrise d'œuvre spécifique qualifiée pour mener à bien l'opération envisagée.

Pour se faire, elle a rédigé une fiche Médiations n°21 qui traite donc de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre des opérations menées par les collectivités territoriales (et assimilées) et leurs établissements publics en vue de sa publication début 2010. L'attention des maîtres d'ouvrage est attirée sur la nécessité d'une compétence et d'une sensibilité particulières tant du côté de la maîtrise d'ouvrage que celui de la maîtrise d'œuvre pour réaliser ces opérations souvent délicates et aux enjeux importants.

Sont abordés successivement dans cette fiche Médiations le cas des opérations réalisées sur les monuments historiques classés et celui des opérations sur les monuments historiques inscrits.



III

MISSIONS AUPRÈS DU PUBLIC

La mission première de la MIQCP est d'aider à mettre en place les conditions de la qualité des ouvrages édifiés pour le compte des collectivités publiques. A ce titre, elle assure un rôle de conseil, d'information et de sensibilisation auprès des maîtres d'ouvrage publics et des prestataires qu'ils associent à leurs projets.

Les architectes-consultants

CONSEIL ET ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

La préoccupation constante de la MIQCP est de se mettre au service des professionnels de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. L'activité de conseil et d'assistance au quotidien, malgré les fortes contraintes qu'elle implique, lui permet, outre le service rendu, de conserver une connaissance fine de la réalité des pratiques et de mesurer les attentes particulières des acteurs de la commande architecturale et urbaine.

Renouvellement des architectes-consultants

La Mission interministérielle, depuis ses origines, s'est attachée le concours d'architectes consultants. Les 49 architectes consultants de la MIQCP, professionnellement reconnus, sont appelés à aider ponctuellement la MIQCP dans ses travaux de réflexion sur les processus de commande, mais surtout, sont amenés à participer, à la demande des maîtres d'ouvrage publics, aux jurys, en particulier de concours mis en place par ces derniers.

Comme chaque année, l'ensemble des architectes consultants a été réuni le 10 mars 2009 à la Grande Arche de la Défense.

Parmi les thèmes d'échanges ont été abordés les questions de l'organisation des jurys, de l'évolution de la pratique des concours et de la procédure adaptée avec remise de prestations, la parole spécifique que la MIQCP peut porter sur le « développement durable », les conditions dans lesquelles le maître d'œuvre peut s'engager sur les performances futures du bâtiment qu'il conçoit.

Par ailleurs, certains d'entre eux ont participé à une réunion organisée spécifiquement le 27 février 2009 sur le thème du développement durable (Retours d'expérience HQE et thèmes à porter par la MIQCP).

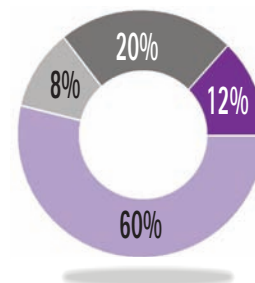
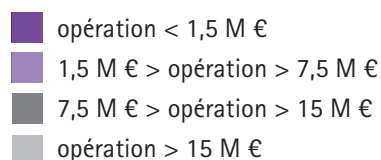
Intervention dans les jurys

Les architectes consultants ont participé en 2009 à 203 réunions de jury.

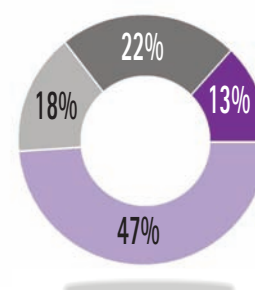
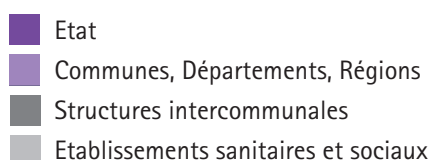
La liste de celles-ci, montrant la diversité des opérations pour lesquelles la MIQCP est sollicitée, figure dans les pages suivantes.

Ces interventions qui concernent le plus souvent (près de deux fois sur trois) des équipements appartenant aux domaines de l'enseignement, de la santé, de la culture et des sports et loisirs, peuvent s'analyser :

• En fonction du montant des opérations :



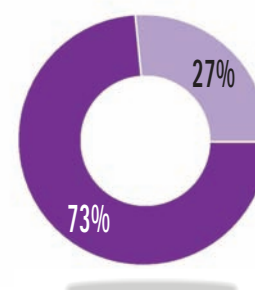
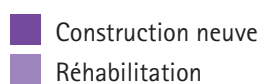
• En fonction de la nature du maître d'ouvrage :



On constate que 87% des interventions des architecte-consultants sont effectuées pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Elles concernent le plus souvent des équipements appartenant aux domaines de l'enseignement, de la santé, de la culture, et des sports et loisirs.

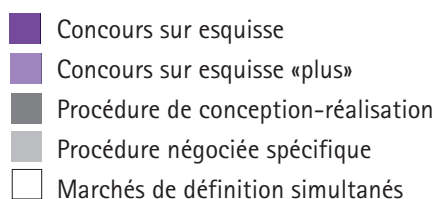
Ce résultat est conforme à celui mesuré par la MIQCP dans le cadre de enquêtes effectuées depuis une dizaine d'années, ceci à partir des annonces parues dans le BOAMP. En effet, ces enquêtes montrent que 85% à 90% des consultations de maîtrise d'œuvre sont lancées par les collectivités.

• En fonction de la nature de l'opération :



Ce résultat est proche des données issues des enquêtes précitées, qui situent la part du neuf entre 60% et 70% suivant les années. Le fait que les architectes-consultants soient essentiellement appelés dans les procédures de concours explique que la part du neuf représente un pourcentage un peu plus élevé (73%) pour les opérations suivies par la Mission, le concours étant obligatoire pour les opérations de constructions neuves au-dessus des seuils européens.

- *En fonction du mode de consultation :*



Les architectes-consultants de la MIQCP interviennent le plus souvent dans des jurys de concours; c'est l'activité principale et traditionnelle de ces consultants.

Notons que cette présence de la MIQCP dans les consultations de maîtrise d'œuvre constitue une source essentielle d'informations en provenance du terrain.

La participation des architectes- consultants aux jurys

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
JANVIER					
05/01	ACHERES	Construction d'un espace entreprise-emploi	Ville d'Achères	J	Zanassi
13/01	ST-VICENT-DE-TYROSSE	Construction d'un centre de musique HQE	CC Maremme Adour Côte sud	S	Bassez
15/01	AUCH	Construction d'un centre d'innovation et de recherche	Ville d'Auch	S	Loupiac-Roux
20/01	EVRY	Réimplantation plate-forme sociale Palaiseau	Conseil général de l'Essonne	J	Sogno
20/01	DIEPPE	Agrandissement/restructuration des urgences	Centre hospitalier de Dieppe	J	Berlottier
20/01	PARIS	Reconstruction du C.R.A. Paris 12	Préfecture de Police de Paris	C-R	Guervilly
22/01	EVRY	Construction de la Maison du PNR du Gâtinais	Conseil général de l'Essonne	S	Zanassi
23/01	SAINTE-FOY-LES-LYON	Construction d'un bâtiment de services publics	Ville de Sainte-Foy-lès-Lyon	S	Hellin
27/01	SAINT-MALO	Construction d'une Maison de la Technopôle	CC de Saint-Malo	S	Gonzalez
29/01	SAINTE-FOY-LES-LYON	Construction d'un bâtiment de services publics	Ville de Sainte-Foy-lès-Lyon	S	Hellin
FÉVRIER					
02/02	COLMAR	Requalification culturelle du château de Holandsbourg	Conseil Général du Haut-Rhin	S	Warnant
03/02	PELUSSIN	Création d'un établissement de la petite enfance	CC du Pilat Rhodanien	A	Drevet
04/02	MEAUX	Construction d'un bâtiment médico-technique	Centre hospitalier de Meaux	S	Ripault
04/02	CLERMONT-FERRAND	Const. du centre régional de ressources informatiques	Université Blaise Pascal	J	Chapuis
05/02	ISBERGUES	Construction d'un pôle multiculturel	Ville d'Isbergues	S	Guffroy
05/02	VERSAILLES	Reconstruction d'un gymnase	Ville de Versailles	S	Zanassi
09/02	AIX-EN-PROVENCE	Réalisation d'une plate-forme technologique	Syndicat mixte de l'Arbois	MdD	Bougeard
11/02	CHARENTILLY	Construction d'une école	Ville de Charentilly	A	Deshoulières
11/02	DIJON	Construction d'un bâtiment de bureaux	Rectorat de l'académie de Dijon	J	Daniel
12/02	CARGESE	Construction d'un centre culturel	Ville de Cargèse	S	Nicolas
13/02	SENS	Réhab.-extension de la Direction territoriale	Agence de l'eau Seine Normandie	J	Desmoulin
13/02	CUCURON	Construction d'un EHPAD	Maison de retraite de Cucuron	S	Duchier
17/02	CHAMBERY	Requalification d'espaces publiques - Halles	Ville de Chambéry	J	Dumetier
18/02	MONSIEUR-LES-SETONS	Création d'une Maison des Grands Lacs du Morvan	CC des Grands Lacs du Morvan	J	Deshoulières
19/02	GUISE	Construction d'un complexe aquatique	CC de la région de Guise	S	Duvert
26/02	NARBONNE	Construction d'un centre de gérontologie	Centre hospitalier de Narbonne	S	Sogno
26/02	MARIEULLES	Construction de l'ensemble éducatif des Côtes	SIVOM des Côtes	S	Delord
26/02	STRASBOURG	Reconstruction d'un centre socio-culturel	Ville de Strasbourg	J	Reichardt
26/02	CASTELMORON-SUR-LOT	Construction d'un EHPAD	EHPAD de Castemoron-sur-Lot	J	Bouchez
27/02	PARIS	Reconstruction du C.R.A. Paris 12	Préfecture de Police de Paris	C-R	Guervilly
MARS					
05/03	LAVANS-LES-ST-CLAUDE	Réalisation de 7 logements	OPH du Jura	A	Bassez
05/03	PELUSSIN	Création d'un établissement petite enfance	CC du Pilat Rhodanien	A	Drevet
06/03	COURCOURONNES	Agrandissement d'une école	Ville de Courcouronnes	S	Gérin-Jean
11/03	TOULOUSE	Const. du centre de recherche du Cancéropôle	INSERM	S	Brout
11/03	VERSAILLES	Construction d'un SDIS à Bréval	Conseil Général des Yvelines	J	Loupiac-Roux
11/03	CARCASSONNE	Construction d'une médiathèque	CC du Cracassonnais	S	Guervilly
11/03	MABLY	Réhabilitation-extension de l'hôtel-de-Ville	Ville de Mably	J	Warnant
12/03	STRASBOURG	Restructuration d'un groupe scolaire	Ville de Strasbourg	S	Bonneville
12/03	CLERMONT-FERRAND	Extension de l'Institut Sup. d'Informatique	Université de Clermont-Ferrand	S	Loupiac-Roux
12/03	POITIERS	Construction d'une pharmacie	CHU de Poitiers	C-R	Lajus
16/03	BORDEAUX	Réhabilitation et extension d'un immeuble	Conseil Général de la Gironde	S	Daniel

*S : Sélection des candidats
 J : Jugement
 AdC : Audition des Candidats
 PNS : Procédure Négociée Spécifique
 MdD : Marché de Définition
 A : Autres

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
19/03	CHAMBRAY-LES-TOURS	Construction d'une école de musique	Ville de Chambray-lès-Tours	S	Delord
20/03	CANNES	Construction de 20 logements	Office Public de l'Habitat de Cannes	S	Fanzutti
23/03	POITIERS	Réalisation d'un équipement socio-éducatif	C.d'Agglo. de Poitiers	S	Dubois
27/03	NANTES	Construction d'un collège à Héric	Conseil Général de Loire Atlantique	J	Zanassi
27/03	MAROMME	Construction d'un EHPAD	EHPAD "Les Aubépins"	J	Duval
30/03	STRASBOURG	Extension et restructuration d'un collège	Conseil Général du Bas-Rhin	J	Ripault
30/03	VILLEJUIF	Réhabilitation de bâtiments de l'INSERM	INSERM	PNS	Risterucci
AVRIL					
01/04	PERPIGNAN	Construction d'un collège	Conseil Général des Pyrénées Orientales	S	Bouchez
02/04	RETHEL	Création d'une piscine sport-loisirs	Syndicat mixte du Pays Rethélois	S	Grino
02/04	LAVANS-LES-ST-CLAUDE	Réalisation de 7 logements	OPH du Jura	A	Bassez
03/04	LE VIGAN	Mise en valeur du belvédère de Blandas	CC du Pays Viganais	A	Chapuis
03/04	ROUBAIX	Réhabilitation-extension d'un groupe scolaire	Ville de Roubaix	C-R	Galibourg
03/04	SAINT-DENIS	Extension d'un groupe scolaire	Ville de Saint-Denis	S	Gérin-Jean
03/04	FAUVILLE-EN-CAUX	Construction d'un casernement de gendarmerie	Ville de Fauville-en-Caux	S	Duval
06/04	CUGNAUX	Réalisation d'un pôle multiculturel	Ville de Cugnaux	S	Desmoulin
10/04	ST-VINCENT-DE-TYROSSE	Construction d'un centre de musique HQE	CC Maremme Adour Côte-Sud	J	Bassez
16/04	BESSINE-SUR-GARTEMPE	Restructuration et extension d'un EHPAD	EHPAD "Suzanne Valadon"	S	Warnant
16/04	LILLE	Construction d'une unité de psychiatrie	Ets. public de Santé Lille-Métropole	S	Bougeard
17/04	ROUBAIX	Réhabilitation-extension d'un groupe scolaire	Ville de Roubaix	C-R	Galibourg
22/04	PARIS	Construction d'un réservoir à Villejuif	Syndicat des Eaux d'Ile-de-France	S	Barbier
24/04	STRASBOURG	Constitution d'un pôle d'administration publique	Communauté urbaine de Strasbourg	S	Yedid
MAI					
04/05	TROYES	Restructuration et extension d'un collège	Conseil Général de l'Aube	S	Bonneville
05/05	MODANE	Reconstruction de 118 lits	Hôpital local de Modane	J	Bassez
05/05	VERSAILLES	Restruc.-ext. caserne de Gendarmerie d'Ecquevilly	Conseil Général des Yvelines	S	Philippon
06/05	CHARENTILLY	Construction d'une école	Ville de Charentilly	A	Deshoulières
06/05	ROUBAIX	Restructuration d'un centre de petite enfance	Ville de Roubaix	PNS	Warnant
06/05	VILLEFRANCHE-S/MER	Construction d'un centre d'hébergement	Université Pierre et Marie Curie	S	Yedid
12/05	ISBERGUES	Construction d'un pôle multiculturel	Ville d'Isbergues	J	Guffroy
17/05	AUCH	Const. d'un centre d'innovation et de recherche	Ville d'Auch	J	Loupiac-Roux
18/05	BORDEAUX	Restructuration d'un collège	Conseil Général de la Gironde	S	Bouchez
19/05	MARIEULLES	Construction de l'ensemble éducatif des Côtes	SIVOM des Côtes	J	Delord
19/05	ECHENOZ-LA-MÉLINE	Restruc. locaux administratifs et ancien presbytère	Ville d'Echenoz-la-Méline	PNS	Reichardt
20/05	VERSAILLES	Reconstruction d'un gymnase	Ville de Versailles	J	Zanassi
25/05	PFASTAFF	Restructuration et construction de bâtiments	Centre hospitalier de Pfastaff	S	Reichardt
25/05	AURILLAC	Refonte et extension d'un centre équestre	Conseil Général du Cantal	S	Chapuis
26/05	SARTENE	Restructuration et construction de bâtiments	Hôpital local de Satène	S	Colombier
29/05	COURCOURONNES	Agrandissement d'une école	Ville de Courcouronnes	J	Gérin-Jean
29/05	AJACCIO	Aménagement de la nouvelle gare de Calvi	Collectivité Territoriale de Corse	J	Dubor
29/05	COLOMBES	Espaces extérieurs d'un quartier de la ville	Ville de Colombes	S	Berlottier
JUIN					
02/06	MONTPELLIER	Réaménagement de bâtiments de recherche	INSERM	S	Daniel
02/06	VERSAILLES	Const. d'un foyer d'accueil à Mantes-la-Jolie	Conseil Général des Yvelines	S	Dichier
03/06	PARIS	Const. base d'instruction pour les pompiers de Paris	Préfecture de Police de Paris	J	Decaris
03/06	NARBONNE	Construction d'un centre de gérontologie	Centre hospitalier de Narbonne	S	Sogno
06/06	NOISY-LE-ROI	Restructuration d'un quartier du centre ville	Ville de Noisy-le-Roi	J	Tabet

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
08/06	COLMAR	Requalification culturelle du château de Holandsbourg	Conseil Général du Haut-Rhin	J	Warnant
09/06	AVIGNON	Construction de deux bâtiments	INRA	S	Dumetier
15/06	FONTENAY-AUX-ROSES	Réhabilitation-extension de la piscine de Bagneux	C.d'Agglo. Sud de Seine	J	Dubor
15/06	MONTARGIS	Const. d'un équipement intercommunal	Ville de Montargis	J	Bermond-P.
16/06	AVIGNON	Construction de deux bâtiments	INRA	J	Dumetier
17/06	TOULOUSE	Const. du centre de recherche du Cancéropôle	INSERM	J	Brout
17/06	TOURS	Construction d'un atelier de maintenance engins	Ets d'infrastructure de la Défense	S	Deshoulières
17/06	NANTES	Construction et réhabilitation de bâtiments	Université de Nantes	S	Guffroy
17/06	LA COURONNE	Opération d'humanisation d'unités d'admission	Centre hospitalier Camille Claudel	S	Sogno
17/06	NANTES	Reconstruction d'un collège	Conseil Général de Loire Atlantique	S	Loupiac-Roux
23/06	ECHENOZ-LA-MELINE	Restruc. locaux administratifs et ancien presbytère	Ville d'Echenoz-la-Méline	AdC	Reichardt
25/06	NANTES	Réhabilitation et mise aux normes de bâtiments	Université de Nantes	PNS	Mauffret
25/06	CATTENOM	Valorisation de la citadelle de Rodemack	CC de Cattenom	S	Chassais
25/06	TOULOUSE	Const. de l'école Toulouse Sciences Eco.	Université des Sc.Sociales Toulouse	S	Warnant
26/06	FONTENAY-AUX-ROSES	Construction d'une piscine à Clamart	C.d'Agglo. Sud de Seine	S	Dubor
30/06	MANTES-LA-JOLIE	Restruc.-ext. de la caserne de Gendarmerie	Conseil Général des Yvelines	S	Gonzalez
30/06	LE REZE	Construction d'un auditorium	Ville du Rézé	J	Spitz
JUILLET					
01/07	CARGESE	Construction d'un centre culturel	Ville de Cargese	J	Nicolas
02/07	CLERMONT-FERRAND	Extension de l'Institut supérieur d'Informatique	Université de Clermont-Ferrand	J	Loupiac-Roux
02/07	NANTERRE	Reconstruction d'un collège à Antony	Conseil Général des Hauts-de-Seine	S	Mauffret
03/07	PARIS	Const. du commissariat du Raincy-Villemonble	Préfecture de Police de Paris	J	Ripault
06/07	BASTIA	Construction d'un centre culturel à Calvi	CC de Calvi-Balagne	S	Desmoulin
07/07	VERSAILLES	Const. d'un SDIS et d'un centre d'exploit. routier	Conseil Général des Yvelines	S	Bouchez
08/07	NANTES	Extension de l'IUT de Saint-Nazaire	Conseil Général de Loire Atlantique	S	Tabet
09/07	PANAZOL	Construction d'une médiathèque	Ville de Panazol	S	Warnant
15/07	GANDRIS	Restructuration et extension d'un hôpital	Hôpital intercommunal de Gandris	S	Petit
16/07	GRUGNY	Const. d'un pavillon pour personnes dépendantes	E.P. départemental de Grugny	J	Duvert
20/07	PARIS	Opérations immobilières à Meaux	Immobilière 3F	J	Loupiac-Roux
20/07	ORBEC	Construction d'un EHPAD	Hôpital local d'Orbec	J	Duval
22/07	ST-JEAN-DE-MONTS	Reconstruction de l'Estacade	Ville de Saint-Jeans-de-Monts	S	Sogno
27/07	BORDEAUX	Réhabilitation et extension d'un immeuble	Conseil Général de la Gironde	S	Guffroy
29/07	FONT-ROMEU	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Font-Romeu	S	Yedid
30/07	CERGY	Rénovation énergétique de la cité administrative	Préfecture du Val-d'Oise	PNS	Chassais
AOÛT					
28/08	BESANÇON	Construction d'un bâtiment de cancérologie	CHU de Besançon	C-R	Nicolas
31/08	SEMOY	Construction d'un équipement sportif	Ville de Semoy	S	Grino
SEPTEMBRE					
01/09	ST-MARIE-SUR-OUCHÉ	Construction d'un bâtiment périscolaire	CC de la Vallée de l'Ouche	A	Drevet
03/09	MANTES-LA-VILLE	Restructuration d'un groupe scolaire	Ville de Mantes-la-Ville	S	Bougeard
03/09	ARRAS	Extension et restructuration de collèges et d'un golf	Conseil Général du Pas-de-Calais	S	Bonneville
04/09	CHAMBRAY-LES-TOURS	Construction d'une école de musique	Ville de Chambray-lès-Tours	J	Delord
08/09	MIGNIÈRES	Restructuration d'un corps de ferme	Ville de Mignières	S	Brout
10/09	LAMASTRE	Restruc. et agrandissement d'une maison de retraite	Hôpital de Lamastre	S	Duchier
14/09	CERGY	Rénovation énergétique de la cité administrative	Préfecture du Val-d'Oise	PNS	Chassais
15/09	POUILLON	Extension d'un EHPAD	CC de Pouillon	S	Bonneville
16/09	OSNY	Construction d'une médiathèque	Ville d'Osny	S	Gonzalez

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
17/09	VEZELAY	Construction d'une maison de santé	Ville de Vézelay	S	Decaris
17/09	DIEPPE	Restruct. de l'Institut de formation en Soins Infirmiers	Centre hospitalier de Dieppe	C-R	Daniel
17/09	EVRY	Construction de la Maison du PNR du Gâtinais	Conseil Général de l'Essonne	J	Zanassi
17/09	DIEPPE	Construction d'un bâtiment de médecine	Centre hospitalier de Dieppe	S	Daniel
17/09	LA REOLE	Ext. d'un foyer pour handicapés psychiques	Centre hospitalier de la Réole	S	Deshoulières
18/09	ST-MARIE-SUR-OUCHE	Construction d'un bâtiment périscolaire	CC de la Vallée de l'Ouche	A	Drevet
21/09	APT	Extension d'une maison de retraite	Centre hospitalier d'Apt	S	Remon
23/09	PARIS	Construction d'un bâtiment et d'un PC de sécurité	Préfecture de Police de Paris	S	Dubor
23/09	NANTERRE	Construction d'un club house au haras de Jardy	Conseil Général des Hauts-de-Seine	S	Javal
24/09	NOISY-LE-ROI	Restructuration d'un quartier du centre-ville	Ville de Noisy-le-Roi	J	Tabet
25/09	SAINT-DENIS	Extension d'un groupe scolaire	Ville de Saint-Denis	J	Gérin-Jean
25/09	VILLEFRANCHE-S/MER	Construction d'un centre d'hébergement	Université Pierre et Marie Curie	J	Fanzutti
28/09	VILLIERS-LE-BÂCLE	Extension d'un centre de loisirs	Ville de Villiers-le Bâcle	PNS	Zanassi
30/09	COLMAR	Reconstruction du centre Europe	Ville de Colmar	S	Dubois
30/09	PARIS	Construction d'un SDIS à Pierrefitte-sur-Seine	Préfecture de Police de Paris	S	Grino
30/09	PEROLS	Construction d'un gymnase	Ville de Pérols	S	Daniel

OCTOBRE

02/10	RETHEL	Création d'une piscine sport-loisir	Syndicat Mixte du Pays Rethélois	J	Grino
02/10	FAUVILLE-EN-CAUX	Construction d'un casernement de gendarmerie	Ville de Fauville-en-Caux	A	Duval
05/10	DÔLE	Rénovation urbaine d'un quartier	Ville de Dôle	J	Berlottier
05/10	AVIGNON	Construction du centre de secours de Sorgues	SDIS Vaucluse	S	Javal
06/10	ST-PIERRE-LES-NEMOURS	Aménagement d'un quartier	Ville de Saint-Pierre-lès-Nemours	S	Bougeard
07/10	ANTONY	Reconstr. du cinéma municipal et de la bibliothèque	Ville d'Antony	S	Bonneville
08/10	STRASBOURG	Reconstruction-extension d'une école	Ville de Strasbourg	S	Tabet
08/10	LE-NEUBOURG	Construction d'un gymnase dans un collège	CC du Pays du Neubourg	S	Decaris
09/10	PFASTATT	Restructuration et construction de bâtiments	Centre hospitalier de Pfaffstätt	J	Reichardt
12/10	DÔLE	Rénovation urbaine d'un quartier	Ville de Dôle	AdC	Berlottier
13/10	LYON	Remise en état d'une station d'épuration	Ets d'Infrastructure de la Défense	C-R	Drevet
13/10	CHARLEVILLE-MEZIERES	Construction d'un groupe scolaire à Attigny	Conseil Général des Ardennes	S	Ripault
13/10	PARIS	Restauration de la BSPP à Chevilly-Larue	Préfecture de Police de Paris	PNS	Gonzalez
14/10	SAINTE-FOY-LES-LYON	Constructions d'équipements publics	Ville de Sainte-Foy-lès-Lyon	S	Petit
14/10	PARIS	Construction de la Maison de l'Etudiant à Paris II	Région Ile-de-France	S	Tabet
14/10	FAUVILLE-EN-CAUX	Construction d'un casernement de gendarmerie	Ville de Fauville-en-Caux	J	Duval
15/10	SAINT-BRIEUC	Construction d'un centre de danse et musique	CFEDM	A	Bermond-P.
16/10	MULHOUSE	Restructuration-extension au centre hospitalier	Centre hospitalier de Mulhouse	S	Bouchez
19/10	CUGNAUX	Réalisation d'un pôle multiculturel	Ville de Cugnax	J	Desmoulin
20/10	AIX-EN-PROVENCE	Construction d'une gare routière	C.d'Agglo. du Pays d'Aix-en-Provence	J	Grino
22/10	NANTERRE	Extension-restructuration d'un collège	Conseil Général des Hauts-de-Seine	S	Duvert
22/10	STRASBOURG	Extension-restructuration d'une école	Ville de Strasbourg	PNS	Dubois
26/10	CATTENOM	Valorisation de la citadelle de Rodemack	CC de Cattenom	J	Chassais
28/10	BASTIA	Construction d'un centre culturel à Calvi	CC de Calvi-Bastia	J	Desmoulin
29/10	STRASBOURG	Création d'un pôle d'administration publique	Communauté Urbaine de Strasbourg	J	Yedid

NOVEMBRE

02/11	CLICHY	Construction d'un établissement de gérontologie	Fondation Roguet	S	Yedid
02/11	NANTES	Construction et réhabilitation de bâtiments	Université de Nantes	J	Guffroy
04/11	FONTENAY-AUX-ROSES	Construction d'une piscine à Clamart	C.d'Agglo. Sud de Seine	J	Bouchez
04/11	TOURS	Construction d'un atelier de maintenance	Ets d'Infrastructure de la Défense	J	Deshoulières
05/11	SARTROUVILLE	Const. d'un CAS, halte-garderie et relais maternel	Ville de Sartrouville	S	Grino

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
05/11	AVIGNON	Construction de deux bâtiments	INRA	J	Dumetier
10/11	VERSAILLES	Const. de la Maison départementale des Handicapés	Conseil Général des Yvelines	J	Weissmann
12/11	VILLIERS-LE-BÂCLE	Extension d'un centre de loisirs	Ville de Villiers-le-Bâcle	PNS	Zanassi
16/11	TOULOUSE	Construction de l'école de Sciences Économiques	Université des Sc.Sociales de Toulouse	J	Warnant
17/11	STRASBOURG	Réaménagement de la Place d'Austerlitz	Communauté Urbaine de Strasbourg	S	Barbier
19/11	NANTERRE	Construction de logements, gymnase et CIO	Conseil Général des Hauts-de-Seine	S	Dumetier
20/11	PANAZOL	Construction d'une médiathèque	Ville de Panazol	J	Warnant
24/11	SAINT-JEAN-DE-MONTS	Reconstruction de l'Estacade	Ville de Saint-Jean-de-Monts	J	Sogno
24/11	VERSAILLES	Restructuration-réhabilitation d'un collège	Conseil Général des Yvelines	PNS	Dubois
26/11	BESSINES-S/GARTEMPE	Restructuration-extension d'un EHPAD	EHPAD "Suzanne Valadon"	J	Warnant
26/11	VILLEJUIF	Construction d'une unité hospitalière	Ets public de santé Paul Guiraud	S	Hellin
26/11	AUBIERE	Restructuration-extension de l'hôtel-de-Ville	Ville de Beaumont	S	Spitz
30/11	SAINT-OMER	Réhabilitation de la chapelle des Jésuites	C.d'Agglo. de Saint-Omer	PNS	Decaris
30/11	SEMOY	Construction d'un équipement sportif	Ville de Semoy	J	Grino
DECEMBRE					
01/12	VERSAILLES	Restructuration d'un collège à Orgerus	Conseil Général des Yvelines	PNS	Bermond-P.
03/12	STRASBOURG	Restructuration-extension d'un groupe scolaire	Ville de Strasbourg	S	Brout
08/12	COURBEVOIE	Const. maison de quartier, école et crèche	Ville de Courbevoie	S	Weissmann
08/12	PARIS	Const. base d'instruction pour les pompiers de Paris	Préfecture de Police de Paris	J	Decaris
08/12	VERSAILLES	Restruc.-ext. caserne de Gendarmerie d'Ecquevilly	Conseil Général des Yvelines	J	Philippon
10/12	GANDRIS	Restructuration et extension d'un hôpital	Hôpital intercommunal de Gandris	J	Petit
10/12	LA REOLE	Ext. d'un foyer pour handicapés psychiques	Centre hospitalier de la Réole	J	Deshoulières
11/12	MANTES-LA-VILLE	Restructuration d'un groupe scolaire	Ville de Mantes-le-Ville	J	Dubor
11/12	MANTES-LA-VILLE	Restructuration d'un groupe scolaire	Ville de Mantes-le-Ville	AdC	Dubor
16/12	ECHENOZ-LA-MELINE	Restruc. locaux administratifs et ancien presbytère	Ville d'Echenoz-la-Méline	PNS	Reichardt
17/12	NANTES	Réalisation d'un stade d'athlétisme couvert	Nantes Métropole	S	Brout
18/12	TROYES	Restructuration et extension d'un collège	Conseil Général de l'Aube	J	Bonneville
18/12	ST-VINCENT-DE-TYROSSE	Construction d'une unité de pôle culinaire	CC Maremmes Adour Côtes Sud	S	Lajus
18/12	SAINT-JEAN-DE-BRAYE	Construction d'un espace scolaire	Ville de Saint-Jean-de-Braye	S	Loupiac-Roux

Les relations avec le secteur professionnel

La MIQCP participe aux congrès et assemblées générales de diverses institutions, associations et organisations professionnelles. C'est l'opportunité de rappeler et d'expliquer ses actions, de faire le point sur les évolutions en cours et d'échanger informations et points de vue sur les thèmes d'actualité avec les professionnels concernés.

Dans cet objectif, et pour élargir sa communication, la MIQCP a, pour la première fois, choisi d'être présente au salon des maires et des collectivités territoriales, porte de Versailles, du 17 au 19 novembre 2009.

Plusieurs dizaines de contacts importants ont pu être noués et quelques centaines de brochures et documents ont pu être diffusés sur son stand. Cette opération de relations publiques sera renouvelée.

Les congrès professionnels

- Congrès des architectes de l'Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes (UNSA) les 10 et 11 septembre 2009 à La Rochelle.

- **Chambre de l'Ingénierie et du Conseil de France (CICF)** : Journées professionnelles le 9 octobre 2009 à Paris portant notamment sur la mise en œuvre du Grenelle dans les bâtiments
- **Les 3e Rencontres de la performance énergétique**, du 14 au 16 octobre 2009, au CNIT de la Défense, sous l'égide du MEEDDM, de l'ADEME et du groupe Moniteur.
- **Rencontres de l'Ingénierie** le 22 octobre 2009, au CNIT de la Défense.

Autres colloques

- **Colloque sur l'efficacité énergétique** en tant que moteur pour l'innovation à la Maison du Japon le 24 septembre 2009.
- **Comité d'Orientation d'EKOPOLIS**, le 30 septembre 2009, à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine :
EKOPOLIS est un projet francilien porté par l'Union régionale des CAUE d'Ile-de-France en partenariat avec les membres fondateurs : ADEME, ARENE, DIREN, DREIF et Région. Il a pour objectif d'être un pôle de ressources régional pour l'aménagement et la construction durables.
La MIQCP fut invitée avec 250 professionnels pour participer à la journée de travail, et plus particulièrement à deux des quatre ateliers organisés sur les thèmes : compétences-formations-emploi / et conception et aménagement durable des territoires.
Ce premier comité a permis de confirmer l'importance attendue pour ce pôle de ressources, et de fixer 3 orientations prioritaires de son action.
- **Colloque « Culture, politique et politiques culturelles »**, du 13 au 15 octobre 2009 au Théâtre National de l'Opéra Comique, à Paris : ce colloque, ouvert par M. Frédéric Mitterrand, récemment nommé ministre de la Culture et de la Communication, prenait place dans les manifestations du Cinquantenaire de ce ministère. Les différents modèles de politiques culturelles en Europe, l'aide à la création, les limites du champ du patrimoine sont parmi les thèmes proposés aux différentes tables rondes organisées.
- **Colloque « Qualité environnementale du bâti et de l'aménagement »** à l'Ecole Nationale d'Architecture de Paris la Villette, le 18 novembre 2009 : sur le thème « quelles nouvelles responsabilités pour la maîtrise d'ouvrage, et la maîtrise d'œuvre », deux tables rondes proposaient un débat sur les engagements contractuels, et sur « éthique et responsabilité » : à cette occasion, la MIQCP a exposé ses préoccupations actuelles concernant le jeu d'acteurs dans les procédures globales, et dans l'approche des opérations en coût global : si les intentions peuvent être comprises, les démarches segmentées favorisées par les processus de commande publique sont à revisiter pour permettre un meilleur dialogue entre les acteurs avant la contractualisation finale. Ce type de montage impose à la personne publique initiatrice une organisation professionnelle de haut niveau.

Les rencontres internationales

- **BRESIL:** Le Parlement brésilien s'interroge pour une politique sur la qualité de l'architecture publique. La question du rôle des concours d'architecture comme outil potentiel pour la promotion de la qualité et de la durabilité architecturales est posée. Dans le cadre des consultations qu'il lance, la MIQCP a reçu pendant quelques jours en juin M. Fabiano Sobreira, en charge de la section « accessibilité et développement durable » à la Chambre des Députés, qui mène une recherche sur la relation entre concours d'architecture, administration publique et développement durable.

Conseils approfondis à la maîtrise d'ouvrage

Certains maîtres d'ouvrages, préalablement au lancement d'opérations particulières, tiennent à rencontrer la MIQCP pour évoquer leurs aspects méthodologiques ou juridiques. La liste ci-dessous n'est, bien sûr, non exhaustive, mais elle permet d'illustrer les relations qu'entretient la Mission avec les maîtres d'ouvrage, et la diversité des sollicitations reçues.

- **Rencontre avec l'AP/HP-DITMS** : la problématique de la demande porte sur comment aborder la restructuration de l'Hôtel-Dieu, sachant que le projet médical n'est pas finalisé et que d'autres programmes pourraient y être intégrés. Recherche de la procédure la mieux adaptée à ce contexte pour organiser les études : les marchés de définition sont-ils encore une piste envisageable ?
- **Université de Toulouse II – Le Mirail** : rencontre avec le vice-président délégué au patrimoine. Cette université est un des douze sites éligibles aux PPP sur la base d'études préalables faites par la Caisse des Dépôts, qui réfléchit à d'autres montages possibles. La programmation semble insuffisante dans la phase actuelle pour permettre une décision. L'engagement d'un assistant à la maîtrise d'ouvrage (APP) s'impose : quel cahier des charges et quel type de consultation ?
- **Rencontre avec la mission Campus** (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) : Dix sites universitaires ont été sélectionnés à la suite d'un appel à projet en 2008, pour lesquels les travaux envisagés seront engagés dans le cadre de contrats PPP. Soucieux de la qualité de ces opérations, qui se doivent d'être exemplaires sur le plan national, la direction générale souhaite produire, puis imposer une charte de qualité urbaine, architecturale et paysagère à chacun des sites. Ce référentiel doit comporter un volet pédagogique, et un volet méthodologique destinés aux ateliers de suivi qui s'organiseront sur chaque campus. La MIQCP est consultée pour la mise en œuvre de cet objectif.
- **Ministère de la Défense** : regroupement des Etats majors de la Défense à Balard (Paris XV^e) : pour cette opération de grande ampleur, et à forts enjeux symboliques, urbains, fonctionnels et économiques, le Ministère de la Défense a sollicité le ministère de la Culture pour le conseiller dans la consultation qu'il souhaite engager pour un contrat de partenariat qui prenne en compte notablement les moyens de garantir la qualité architecturale du projet dans tous ses aspects. La MIQCP a été consultée pour

l'organisation de la consultation en dialogue compétitif, et le choix de critères permettant d'apprécier la qualité architecturale des propositions dans les différentes phases.

- **Commune de Laguiole (12)** : études préliminaires et mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un lotissement communal : aide à la préparation d'une consultation en procédure adaptée avec remise éventuelle d'intention architecturale, à la demande du CAUE de l'Aveyron.
- **Commune de Bréhal (50)** : Afin de bien cerner l'ensemble des modalités à mettre en œuvre pour l'urbanisation du quartier de la Chênaie, la commune de Bréhal a décidé de réaliser une étude pré-opérationnelle de faisabilité et d'opportunité sous la forme d'un marché de services conclu après mise en concurrence.
Dans un second temps, et au vu des conclusions de cette étude, la commune arrêtera le programme de l'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle.
Enfin, elle définira les modalités de réalisation de l'opération qui lui apparaîtront les plus appropriées (conduite d'opération, mandat, concession, ...) permettant une seconde mise en concurrence destinée à la conduite des études du projet et à sa réalisation.
A la demande du CAUE de la Manche, la MIQCP a apporté son conseil pour la préparation de la consultation en procédure adaptée.
- **Commune de Tendon (88)** : assistance pour le choix d'une maîtrise d'œuvre pour deux bâtiments communaux en co-visibilité au cœur du village : la mairie souhaitant assurer la cohérence, recherche un même prestataire pour la réhabilitation et l'extension du groupe scolaire d'une part, et d'autre part la construction d'une halle communale. La filière bois régionale devrait être sollicitée sur cette opération.
- **Ville d'Angers** : assistance pour le montage des études pour un schéma directeur d'aménagement des rives du Maine : la procédure de marchés de définition serait un outil favorable, mais y a-t-il des risques juridiques d'y avoir recours? Sinon, quelles possibilités? La MIQCP propose à la Ville l'assistance d'un de ses architectes-consultants pour quelques réunions de travail permettant d'asseoir la stratégie envisageable au vu des documents et études déjà réunis par la Ville.

Les évolutions du contexte réglementaire de la commande publique mobilisent l'ensemble des énergies de la MIQCP pour informer et former les services des maîtres d'ouvrage aux procédures de commande publique. Mais au-delà des "procédures", la MIQCP insiste toujours sur le fait que seule une "culture de la commande", la réflexion préalable sur les "processus" de commande, menée par les maîtres d'ouvrage eux-mêmes et pour chaque opération, permettra la qualité finale des ouvrages publics.

Sollicitations et réponses téléphoniques

La MIQCP met, quotidiennement et en temps réel, les compétences de ses agents à disposition des professionnels qui la sollicitent sur des points précis, qu'il s'agisse de questions pratiques, d'explications de textes juridiques ou de méthodes.

La disponibilité et l'écoute attentive, de même que les conseils personnalisés ainsi dispensés, encouragent le recours à cette assistance téléphonique ou électronique permanente, les sollicitations par courriels se multipliant.

En 2009, la MIQCP a répondu à plus de 1 080 appels émanant de divers services et organismes.

Ont ainsi appelé :

Communes, communautés de communes	35 %
Conseils généraux et régionaux	4 %
Universités, Ecoles, Centres de formation, secteur hospitalier	5 %
DDE, DRE	5 %
Autres organismes de l'Etat	8 %
CAUE	8 %
SEM, OPHLM	8 %
Prestataires privés (architectes, urbanistes, paysagistes, BET, programmistes...)	21 %
Autres (Associations, CROA, UNSFA, organismes para-publics...)	6 %

FORMATION ET SENSIBILISATION

Depuis sa création, la MIQCP consacre beaucoup de temps et d'énergie au volet «formation» pour mieux répondre aux objectifs recherchés de qualité architecturale et environnementale.

Compte-tenu de la complexité et de l'évolution permanente des textes réglementaires qui régissent la commande publique, elle est très sollicitée par les acteurs publics et professionnels de l'aménagement et de la construction qui désirent mettre à jour leurs connaissances juridiques. Ceci est l'occasion, pour la Mission interministérielle, d'insister sur les enjeux de leurs missions respectives.

Les formations sont préparées au cas par cas, en fonction des programmes pédagogiques des institutions chargées de la formation des agents des services de l'Etat ou des collectivités, ou à la demande de publics spécifiques.

La MIQCP intervient régulièrement à la demande des écoles ou centres de formation liés aux ministères tels que l'Ecologie, la Culture et la Communication, l'Education nationale, la Santé, l'Agriculture : citons essentiellement l'ENTPE (Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat) de Lyon, l'ENTE (Ecole Nationale des Techniciens de l'Equipeement) de Valenciennes, les CIFP de Paris et d'Aix-en-Provence (Centres Interrégionaux de Formation Professionnelle), l'Ecole de Chaillot, l'E.S.E.N. (Ecole Supérieure de l'Education Nationale), l'I.N.H. (Institut National d'Horticulture). Elle participe à des stages de perfectionnement pour le compte d'organismes professionnels reconnus ou organise des stages spécifiques à la demande de maîtres d'ouvrage : PFE (Ponts Formation Edition), Le Moniteur, l'ENACT de Montpellier qui dépend du CNFPT, LEGIPLUS (pour BATIGERE et l'UNCANSS, Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale), Edition Formation Emploi (EFE).....

En 2009, elle a répondu aux sollicitations de l'INRP (Institut national de recherche pédagogique de Lyon) de l'INH d'Angers (Institut national d'horticulture), de l'E.H.E.S.P. (Ecole des Hautes Etudes de la Santé Publique), du CFAA (Centre des formation des architectes d'Aquitaine), de l'Association des Maires du Loiret, des services constructeurs de la communauté de communes de Strasbourg, des services de maîtrise d'ouvrage de la SCET...

Un tableau exhaustif des interventions de la MIQCP est présenté dans les pages suivantes. Les thèmes principaux suivants ont été traités en 2009 :

La commande publique

Le code des marchés publics et la loi MOP

Ces deux thèmes ont pu être traités soit dans leur globalité, ensemble ou séparément, soit sur des points précis définis selon les attentes du public concerné ; ils ont fait l'objet de la majorité des interventions de la MIQCP lors de journées de formation auprès de la maîtrise d'ouvrage publique comme auprès des milieux professionnels de la maîtrise d'œuvre. Un certain nombre de journées sont consacrées au contenu des marchés de maîtrise d'œuvre, tant dans le domaine du bâtiment que des infrastructures.

Le nombre des participants a diminué par rapport aux années antérieures mais reste tout de même élevé (plus de 1250 stagiaires recensés); les facteurs susceptibles d'expliquer cette décroissance sont d'ordre conjoncturel et structurel ; notons la crise économique survenue en septembre, le renouvellement de la moitié de l'équipe de formateurs de la Mission, les conséquences de la décentralisation avec la réorganisation des services de l'Etat, la concentration des services de l'Administration, la réduction des effectifs et donc du temps consacré aux stages de formation. On constate que même les organismes professionnels n'ont pas été épargnés par cette crise et ont dû réviser leur stratégie commerciale en révisant à la baisse leurs offres de stages y compris ceux habituellement très demandés.

A l'occasion de ces journées, la Mission explique les enjeux du contexte réglementaire, en clarifie certaines règles pour améliorer leur application et met l'accent sur les possibilités et les souplesses offertes aux maîtres d'ouvrage dans leur choix de procédure, dans l'objectif de désigner le meilleur prestataire possible. Elle insiste en particulier sur les choix de procédure du maître d'ouvrage en procédure adaptée (MAPA) qui représentent un nombre significatif de commandes.

La gestion du patrimoine

Le ministère de l'Education Nationale a décidé de professionnaliser les acteurs du patrimoine universitaire dans leur fonction de maîtres d'ouvrage. Pour répondre à cet objectif, l'ESEN (Ecole Supérieure de l'Education Nationale) a fait appel à la Mission pour intervenir dans le cadre de la prise de fonction des responsables de la gestion du patrimoine des universités. Ont été principalement abordés la loi MOP, le code des marchés publics et les responsabilités des maîtres d'ouvrage sur deux jours, à deux reprises dans l'année, en juin et octobre 2009. A noter également l'intervention ponctuelle de la Mission auprès de gestionnaires récemment nommés de l'Université de Paris – La Sorbonne, sur deux jours en juin 2009.

Sensibilisation à la qualité architecturale, urbaine et paysagère

Journées de sensibilisation des élus à la qualité architecturale et urbaine des équipements publics organisées avec les CAUE

La MIQCP et la Direction de l'Architecture et du Patrimoine du ministère de la Culture continuent de soutenir l'action des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) en leur apportant une aide financière pour l'organisation de ces journées principalement destinées aux élus.

L'attribution de ces subventions passe par une étroite coopération avec la FNCAUE qui verse les fonds une fois l'opération montée et après accord de la MIQCP.

Sur la qualité architecturale trois journées ont ainsi été organisées avec les CAUE des départements de la Gironde (Mérignac), du Jura (Lons-le-Saunier) et de l'Ardèche (Aubenas).. Elles ont permis aux élus et à leurs services de clarifier leurs rôles et responsabilités en matière de maîtrise d'ouvrage et d'échanger sur les questions concrètes et précises posées sur le code des marchés publics.

Trois autres journées ont été programmées autour d'un thème central spécifique sur : les petites opérations à Nancy, le coût global à Vesoul (Haute-Saône), la démarche de projet en matière d'espaces publics à Niort (Deux-Sèvres) ; à noter que cette dernière journée, réalisée en co-intervention avec une paysagiste régionale, s'insère dans un programme plus vaste et ambitieux établi sous forme de 7 cursus de formation visant à promouvoir la qualité architecturale, environnementale, paysagère, urbaine et sociale dans les projets des espaces publics.

Patrimoine et espace public

Dans son programme « Champs Ville et territoire », l'Ecole de Chaillot organise un séminaire « Espace public, habitat et patrimoine » ouvert aux chargés d'études et services techniques des collectivités, élargissant ainsi notablement son auditoire.

Dans ce cadre, la MIQCP a été sollicitée pour expliquer la démarche de projet en « espaces publics » : comprendre et reconnaître l'espace public avant d'agir du stade de la programmation à la réception des travaux, et à la gestion des espaces créés.

L'Institut National d'Horticulture d'Angers propose une option « Ingénierie des Territoires » pour former des ingénieurs au métier d'assistant à la maîtrise d'ouvrage, dans les domaines de l'aménagement et de la gestion de l'espace à l'échelle du territoire. Dans ce cursus, la MIQCP est intervenue pour présenter les paramètres d'une démarche de qualité pour réaliser les projets d'équipements et d'espaces publics. Ce module trouve son développement pédagogique dans la définition du programme d'aménagement du Campus du végétal, à conduire par les étudiants.

La sensibilisation à la qualité architecturale et aux responsabilités du maître d'ouvrage public

L'Institut National de Recherche Pédagogique (INRP), situé à Lyon, propose un master professionnel d'administration des établissements éducatifs pour former à leur métier les futurs directeurs de ces établissements. La MIQCP est invitée à sensibiliser les futurs gestionnaires à la dimension spatiale et architecturale des établissements d'éducation : présentation de la loi MOP, du jeu d'acteurs (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises, et autres partenaires) et des missions qui leur incombent, en insistant sur la phase de programmation et de la prévision des coûts sur le moyen terme.

L'Institut des Sciences et Pratiques d'Education et de Formation (Université Lumière Lyon II) propose un master professionnel d'administration des établissements éducatifs pour former aux métiers de directeurs d'établissements.

Comme chaque année, la Mission a été invitée au cours du module "réglementation et responsabilité juridique" à sensibiliser les futurs gestionnaires à la dimension spatiale et architecturale des établissements d'éducation.

Professionnalisation de la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales

La MIQCP est intervenue deux fois sur ce thème : à la Cité de l'Architecture auprès des futurs architectes urbanistes de l'Etat et architectes du Patrimoine ainsi qu'au cours du module "Ingénierie Publique-Assistance à la maîtrise d'ouvrage" dans le cadre de la formation dispensée par PFE. Un des principaux objectifs de cette formation est de permettre aux stagiaires de maîtriser les processus de projet et les compétences nécessaires à l'exercice des fonctions d'AMO pour pouvoir construire une offre compétitive dans un système concurrentiel.

Face aux nouvelles responsabilités et compétences multiples des chargés d'opération devenus de véritables représentants et conseillers de maîtres d'ouvrage au sein des collectivités territoriales, la MIQCP a mis au point, en collaboration étroite avec l'ENACT de Montpellier, un stage de formation professionnelle ; ce stage a pour objectif de consolider et de développer leurs connaissances et savoir-faire nécessaires pour assumer la responsabilité globale d'une opération de construction, depuis sa gestation jusqu'à son parfait achèvement et sa mise en service.

Il se compose de six modules pour une durée de 34 jours. Il a démarré en septembre, mois au cours duquel la MIQCP est intervenue.

Développement durable et coût global

Ce sont deux concepts qui ont donné lieu à la rédaction de deux publications de la MIQCP : "Constructions publiques : "architecture et HQE" et "Ouvrages Publics et coût global".

Dans le cadre de la convention établie entre la MIQCP, l'ENACT de Montpellier et l'Ecole Spéciale d'Architecture (ESA), deux architectes consultants de la MIQCP ont obtenu le diplôme de l'ESA intitulé « Démarche HQE, du bâtiment au quartier ». La MIQCP a été invitée à participer au jury. Les premières sessions ont eu lieu en 2007 et 2008. Une nouvelle convention a été signée en décembre 2009 entre les trois partenaires pour une durée de cinq ans. Cette convention permet la mise en place d'un dispositif innovant et original de formation : il est composé de huit modules totalisant 200 heures, s'adresse aux architectes consultants de la MIQCP, ainsi qu'aux cadres de la fonction publique territoriale, qu'ils soient maîtres d'ouvrage ou maîtres d'œuvre offrant ainsi l'avantage d'une mutualisation des compétences et la confrontation des expériences. Ce dispositif leur permet d'acquérir une compétence dans la mise en oeuvre d'une démarche HQE dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

La MIQCP est aussi intervenue auprès du CAUE de Haute-Saône sur les enjeux et la définition du coût global d'un projet de bâtiment : les enjeux économiques, techniques, qualitatifs et la prise en compte des coûts différés. Cette session de 2 jours était destinée aux maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre pour apporter les outils nécessaires à la démarche dès l'amont du projet.

Ainsi, pour l'ensemble des sujets abordés, l'équipe de quatre experts de la MIQCP (constituée d'1 ingénieur, 2 architectes-urbanistes et 1 juriste) a animé une soixantaine de journées sur l'ensemble du territoire français auxquelles ont participé plus de 1 200 personnes. C'est dire l'intérêt et surtout la confiance manifestés à l'égard de la Mission pour parfaire leurs connaissances juridiques et mettre ainsi à profit les recommandations qui leur permettront d'appliquer les textes dans des conditions optimales.

Les formations assurées en 2009

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
JANVIER				
1 - VALENCIENNES	19/01	E.N.T.E.	Loi MOP	G. Lamour
2 - LYON	22/01	I.N.R.P. (Université Lyon II)	Démarche de projet : qualité architecturale pour cadres de l'enseignement	S. Chambre
3 - VALENCIENNES	28/01	E.N.T.E.	Marchés de maîtrise d'œuvre	
FEVRIER				
4 - PARIS	03/02	Ponts Formation Edition	Allotissement - Sous-traitance	N. Sitruk
5 - PARIS	04/02	Cité de l'Architecture	Loi MOP - Maîtrise d'œuvre pour les A.U.E. du ministère	G. Lamour
6 - VESOUL	20/02	C.A.U.E. de Haute-Saône	Sensibilisation des élus : coût global	J.M. Galibourg
MARS				
7 - RENNES	03/03	E.H.E.S.P.	Loi MOP, choix du maître d'œuvre	G. Lamour
8 - RENNES	04-05/03	E.H.E.S.P.	Passation des marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
9 - POMPEY (NANCY)	04/03	C.A.U.E. de Meurthe-et-Moselle	Sensibilisation des élus : la procédure adaptée	J.M. Galibourg
10 - PARIS	17/03	Ponts Formation Edition	La programmation	G. Lamour
11 - PARIS	19/03	Ponts Formation Edition	Choix du programmiste	N. Sitruk
12 - MERIGNAC	26/03	C.A.U.E. de Gironde	Formation-sensibilisation des élus	
AVRIL				
13 - AUBENAS	23/04	C.A.U.E. de l'Ardèche	Sensibilisation des élus	J.M. Galibourg
MAI				
14 - PARIS	11-12/05	Ponts Formation Edition	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre pour le compte de Paris Habitat	N. Sitruk
15 - VAUX-EN-VELIN	14/05	E.N.T.P.E.	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
16 - PARIS	18-19/05	E.F.E.	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
17 - PARIS	25/05	Ponts Formation Edition	Les marchés de maîtrise d'œuvre en infrastructure	N. Sitruk
18 - PARIS	27/05	Ponts Formation Edition	Les marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
JUIN				
19 - PARIS	3-4/06	C.I.F.P.	Les acteurs des constructions publiques et leurs responsabilités	N. Sitruk

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
20 - PARIS	09-10/06	E.S.E.N. - Université Paris-Sorbonne	Loi MOP - Code des marchés publics	N. Sitruk
21 - PARIS	10-11/06	Le Moniteur	Loi MOP : choix du maître d'œuvre	N. Sitruk
22 - PARIS	16/06	Ecole de Chaillot	Qualité des espaces publics	S. Chambre
23 - PARIS	22-23/06	Université Paris-Sorbonne	Loi MOP - Code des marchés publics	G. Lamour N. Sitruk
24 - PARIS	25/06	LEGIPLUS pour l'UCANSS	Marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
25 - PARIS	29-30/06	Ponts Formation Edition	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre - pour le compte de SETEC	N. Sitruk
JUILLET				
26 - BORDEAUX	01/07	CFAA	Les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
SEPTEMBRE				
27 - LONS-LE-SAUNIER	04/09	C.A.U.E.	Sensibilisation des élus	G. Lamour
28 - METZ	10-11/09	BATIGERE	Les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
29 - MONTPELLIER	14-15/09	E.N.A.C.T. de Montpellier	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
30 - VALENCIENNES	17/09	E.N.T.E.	Loi MOP (prise de poste des chargés d'opérations)	G. Lamour
31 - MONTPELLIER	17/09	E.N.A.C.T. de Montpellier	Les acteurs des constructions publiques et leurs responsabilités	N. Sitruk
32 - MONTARGIS	22/09	Association des Maires du Loiret	Sensibilisation des élus : loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
33 - PARIS	24/09	Le Moniteur	La loi MOP	N. Sitruk
34 - PARIS	30/09 01/10	C.I.F.P.	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
OCTOBRE				
35 - LYON	08/10	E.N.T.P.E.	Loi MOP	N. Sitruk
36 - CRETEIL	09/10	E.S.E.N. - Université Paris-Sorbonne	Les responsabilités dans les constructions publiques	N. Sitruk
37 - PARIS	14/10	Ponts Formation Edition	Les marchés de maîtrise d'œuvre en bâtiment	N. Sitruk
38 - PARIS	20/10	Ponts Formation Edition	Loi MOP, maîtrise d'ouvrage	G. Lamour
39 - PARIS	21/10	D.M.F. (Ministère de la Culture)	Echanges sur accord-cadre, conception-réalisation	S. Chambre
40 - PARIS	23/10	C.I.F.P.	Les responsabilités dans la réalisation des équipements publics	N. Sitruk

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
41 - STRASBOURG	28-29/10	Communauté de communes	Loi MOP et choix du maître d'œuvre	G. Lamour
NOVEMBRE				
42 - BESANÇON	20/11	S.C.E.T.	Loi MOP - Marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
43 - NIORT	24/11	C.A.U.E. des Deux-Sèvres	Qualité des espaces publics	S. Chambre
44 - ORLEANS	24/11	Association des Maires du Loiret	Sensibilisation des élus : loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
45 - PARIS	25-26/11	E.F.E.	Loi MOP - Marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
DECEMBRE				
46 - TRAPPES	08/12	Ponts Formation Edition pour le compte de Météo France	Choix du maître d'œuvre	G. Lamour
47 - ANGERS	09/12	Institut National d'Horticulture	Qualité des espaces publics	S. Chambre
48 - AIX-EN-PROVENCE	09-10/12	"D.I.R." (MEEDDM)	Responsabilités dans la réalisation des constructions publiques	N. Sitruk
49 - PARIS	14-15/12	Le Moniteur	Les marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour

INFORMATION

La MIQCP édite, en tant que supports d'informations et de recommandations, des ouvrages divers. Elle s'attache à actualiser ses publications au fil des évolutions législatives et réglementaires, et à les mettre à la disposition de tous, notamment via son site Internet : www.miqcp.gouv.fr Elles sont toujours issues de l'observation des pratiques et de la concertation avec les partenaires concernés.

**Le site Internet
www.miqcp.gouv.fr**

La fréquentation du site poursuit sa progression, après avoir passé la barre des 100 000 visites en 2008.



Les publications



A l'exception de quelques ouvrages payants diffusés par les éditeurs, les publications suivantes sont disponibles gracieusement auprès de la MIQCP en adressant une télécopie au 01 40 81 23 78 ou un courriel à miqcp@developpement-durable.gouv.fr. Elles sont également téléchargeables sur le site de la MIQCP : www.miqcp.gouv.fr

■ OUVRAGES GRATUITS DIFFUSES PAR LA MIQCP

GUIDE DE SENSIBILISATION À LA PROGRAMMATION : DÉCOUVRIR L'INTÉRÊT DE LA PROGRAMMATION ET S'ENGAGER DANS LA DÉMARCHÉ

Paris, MIQCP, juin 2008 – 66 p.

EVALUER L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE D'UN OUVRAGE DE BÂTIMENT

Paris, MIQCP, juin 2008 – 64 p.

LES CONTRATS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE URBAINE

PARIS, MIQCP, avril 2007 – 104 p.

GUIDE DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS POUR LE CHOIX D'UN CONDUCTEUR D'OPERATION OU D'UN MANDATAIRE

Paris, MIQCP, septembre 2006 – 134 p.

OUVRAGES PUBLICS ET COÛT GLOBAL

Paris, MIQCP, janvier 2006 – 100 p.

CONSTRUCTIONS PUBLIQUES : ARCHITECTURE ET "HQE"

Paris, MIQCP, avril 2003 – 83 p.

LES ESPACES PUBLICS URBAINS : RECOMMANDATIONS POUR UNE DÉMARCHÉ DE PROJET

Paris, MIQCP, novembre 2001 – 172 p.

LA METHODE DES MARCHES DE DEFINITION SIMULTANÉS

Paris, MIQCP, juin 2001 – 84 p. (existe en anglais)

LA QUALITE DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

Paris, MIQCP, décembre 1999 – 68 p.

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT : LA MAITRISE D'ŒUVRE

Paris, MIQCP, décembre 1998 – 60 p.

LA SELECTION DES CANDIDATURES

2^e éd. – Paris, MIQCP, décembre 1998 – 45 p. – (1^{ère} éd. en 1996)

CONSTRUCTIONS PUBLIQUES, LE PRIX DES CONCOURS

Paris, MIQCP, novembre 1996 – 43 p.



■ LES ETUDES ET DOCUMENTS GENERAUX

EVOLUTION DE LA POLITIQUE PFI CONCERNANT LES BÂTIMENTS PUBLICS EN GRANDE-BRETAGNE

COMPLÉMENT D'ENQUÊTE, MIQCP / Ecole d'Architecture de Paris Val-de-Seine, septembre 2006.

LE DEVELOPPEMENT DE LA PROCEDURE DE PPP/PFI EN GRANDE-BRETAGNE

MIQCP / Ecole d'Architecture de Paris Val-de-Seine, novembre 2003.

LA DEVOLUTION DES MARCHES DE MAÎTRISE D'ŒUVRE EN EUROPE

(Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni)
Paris, MIQCP / DAPA - École d'Architecture de Paris-Val de Seine, octobre 2002 (existe en anglais).

PRESENTATION D'UNE DEMARCHE DE «WORKSHOP» INTERNATIONAL : LE «PROJEKT-EWALD» MENÉ PAR LA VILLE DE HERTEN DU 19 AU 25 JANVIER 2002

Comprendre les pratiques européennes MIQCP / DAPA, novembre 2002. Document provisoire.

LA COMMANDE PUBLIQUE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE À TRAVERS LA JURISPRUDENCE

Paris, MIQCP, janvier 2000.

LES CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE DANS L'UNION EUROPEENNE

Paris, MIQCP / DAPA - École d'Architecture de Paris-Val de Seine, décembre 1998 (existe en anglais).

MEMENTO DE L'ARCHITECTE CONSULTANT

Paris, MIQCP, janvier 2005.

■ LES FICHES MEDIATIONS

20. Réhabilitation et amélioration de l'efficacité énergétique : diagnostic stratégique de patrimoine et montages d'opération - Décembre 2009

19. 2009 : quelle évolution des règles de la commande pour les constructions publiques? Février 2009

18. Organiser une consultation de programmistes - Mars 2008

17. La maîtrise d'œuvre des opérations de réhabilitation de bâtiments - Avril 2007

16. Questions-Réponses relatives au code des marchés publics du 1^{er} août 2006 - Février 2007

11-2. En procédure adaptée, comment choisir une maîtrise d'œuvre à partir d'une «intention architecturale»? - Janvier 2007 (document d'étude provisoire uniquement disponible sur demande)

11-1. Quelles procédures adaptées pour la passation des marchés de maîtrise d'œuvre en dessous des seuils européens ? - Décembre 2006

15. Opération à maîtrise d'ouvrage multiple - Septembre 2006

14-1. Le concours de maîtrise d'œuvre - Septembre 2006

12-1. La procédure négociée spécifique à la maîtrise d'œuvre (Code 2006) - Septembre 2006

13. Recommandations pour l'application des règles du Code des Marchés Publics de 2004 et notamment celles introduites sur l'anonymat des concours par décret n°2004-1298 du 26 novembre 2004 - Décembre 2004

10. Le Code des Marchés Publics de 2004 - Présentation des articles concernant la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre - Janvier 2004

9. Recommandations pour l'application des règles du nouveau code des marchés publics (décret du 7 mars 2001) en matière de maîtrise d'œuvre

8. Maîtrise d'œuvre : procédure négociée spécifique (Code 2001)

7. La maîtrise d'œuvre dans le nouveau Code des Marchés Publics (2001)

6. Recommandations pour l'application des nouvelles règles des concours de maîtrise d'œuvre

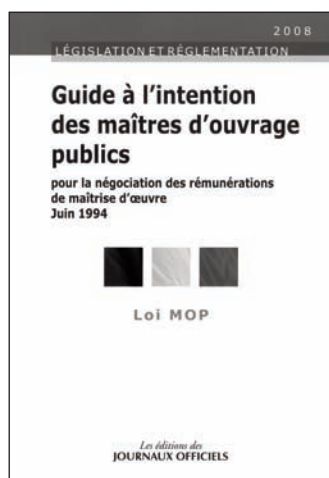
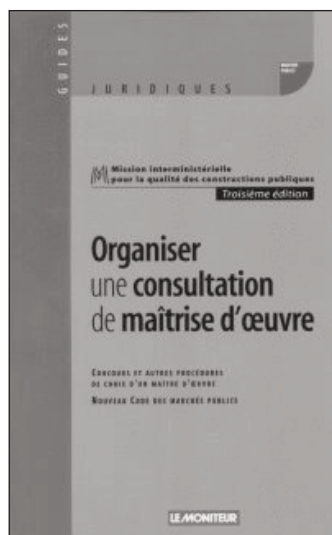
5. Opérations de réhabilitation

4. Champ d'application de la loi MOP

3. Application de la loi MOP et concours de maîtrise d'œuvre

2. Application de la loi MOP : contenu de l'élément de mission projet, dossiers quantitatifs

1. Application de la loi MOP : engagement du maître d'œuvre et taux de tolérance



■ LES OUTILS PRATIQUES

Outil pratique n°1 : Exemple commenté d'avis et de règlement de concours de maîtrise d'œuvre

Outil pratique n°2 : Exemple commenté d'avis et de règlement de consultation en procédure adaptée de maîtrise d'œuvre

Modèles de marchés publics de maîtrise d'œuvre disponibles uniquement en téléchargement :

- Bâtiment neuf ;
- Bâtiment à réhabiliter : mission diagnostic et mission de base.

■ ET UN FILM

LE CONCOURS AU SERVICE DE LA QUALITÉ ARCHITECTURALE

Présenté à Washington, le 7 décembre 1993 - Paris, MIQCP, 1993 - 22mn 15s, vhs secam pour la version française remise à jour en 1999 ; vhs pal et ntsc pour les versions anglaise et espagnole, ntsc pour la version américaine. (existe en versions italienne et chinoise)

■ OUVRAGES PAYANTS DIFFUSES PAR LES EDITEURS

ORGANISER UNE CONSULTATION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

3^e éd. - Paris, Editions du Moniteur, mars 2003 - 231 p. - 42 €.

PROGRAMMATION DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

2^e éd. - Paris, Editions du Moniteur, - juin 2001 - 156 p. - 39 €.

GUIDE À L'INTENTION DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS POUR LA NÉGOCIATION DES RÉMUNÉRATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Paris, Editions du Journal officiel, 2008 - 132 p. - 5,80 €

(en vente à la Documentation Française, 29 quai Voltaire, Paris 7^e ; paru au Moniteur des Travaux Publics, cahier détachable, n° 4729 bis, 15 juillet 1994.- pp., 205-224)

L'équipe



Christian ROMON
Secrétaire général

Ingénieur général des Ponts, des
Eaux et des Forêts
01 40 81 23 32

christian.romon@developpement-durable.gouv.fr



Jean-Marie GALIBOURG
Secrétaire général adjoint
(jusqu'en avril 2009)

Architecte Urbaniste en Chef de l'Etat
01 40 81 23 34

jean-marie.galibourg@developpement-durable.gouv.fr



Sylvie CHAMBRE
Secrétaire générale adjointe
(à partir de mai 2009)

Architecte Urbaniste en Chef de l'Etat
01 40 81 23 72

sylvie.chambre@developpement-durable.gouv.fr



Véronique LE BOUTELLER
Chargée de mission

Architecte Urbaniste en Chef de l'Etat
01 40 81 23 32

veronique.le-bouteller@developpement-durable.gouv.fr



Gérard LAMOUR
Conseil aux maîtres d'ouvrage

Ingénieur des TPE
01 40 81 23 43

gerard.lamour@developpement-durable.gouv.fr



Nicole SITRUK
Conseil et expertise juridiques

01 40 81 23 41

nicole.sitruk@developpement-durable.gouv.fr



Hélène VILLEMANT
Conseil et expertise juridiques

01 40 81 23 33

helene.villemant@developpement-durable.gouv.fr



Sylvette FARGETTE
Chargée de formation

01 40 81 23 56

sylvette.fargette@developpement-durable.gouv.fr



Franck VERCRUYSE
Responsable de la communication

01 40 81 23 42

franck.vercruyse@developpement-durable.gouv.fr



Thierry ACHARD
Comptabilité, budget,
coordination des consultants

01 40 81 23 36

thierry.achard@developpement-durable.gouv.fr



Barbara BURNOT
Secrétariat

01 40 81 23 30

barbara.burnot@developpement-durable.gouv.fr



Marie-José DONGAR
Secrétariat

01 40 81 23 40

marie-josedongar@developpement-durable.gouv.fr